



INFORMATIONS RELATIVES À L'ART. 13 DU REGLEMENT UE 2016/679 BENEFICIAIRES

Monsieur/Madame,
relatif à l'art. 13 du Règlement UE 2016/679 sur la protection des données à caractère personnel (GDPR), nous vous informons de ce qui suit.

Titulaire du traitement. Le titulaire du traitement des données est l'Association **Medici Contro la Tortura**, basée à Rome, Via Liberiana, 17, tel. 348.2843728, email info@mct-onlus.it

Finalité du traitement et base juridique. Conformément à l'article 9, comma 2 lettre d) du GDPR, l'Association doit traiter les données personnelles qui Vous concernent, jusqu'aux plus particulières (données concernant la santé, la race, la religion, la nationalité, l'appartenance à un certain groupe social, les opinions politiques et appartenance de genre) et judiciaire, selon l'article 10 du GDPR, conférés par vous même pour l'exécution des services demandés, pour l'accomplissement de ses obligations légales et pour une plus juste protection des droits de l'homme.

Les bases juridiques du traitement sont représentées:

- 1) par Votre explicite consentement - art. 6 comma 1 lettre a) du GDPR - pour le traitement et la communication aux tiers des données «particulières et/ou judiciaires»;
- 2) par Votre demande d'octroi des services de l'Association - art. 6 comma 1 lettre b) du GDPR;
- 3) par une obligation légale (article 6 comma 1 lettre c) du GDPR).

Méthodes et principes du traitement. Les données seront traitées conformément au GDPR et au d.lgs. n. 196/03, tel que modifié par le décret législatif 101/18, ainsi que des principes de légalité, équité et transparence, la pertinence et l'intérêt, à l'aide de papier et informatisé, par toute personne autorisée par l'Association et en adoptant des mesures de protection adéquates pour assurer la sécurité et la confidentialité des données. *Aucune décision automatisée ne sera prise.*

Nécessité de la remise. La remise des données est nécessaire, parce-que étroitement liée à l'organisation et à la gestion de la relation. Le refus de vos données ne permettra pas à l'Association de fournir les services demandés.

Communication des données. Les données pourront être communiquées aux sujets chargés du déroulement des services et des tâches nécessaires et ainsi que aux activités que l'Association doit exécuter sur la base de obligations légales:

- Institutions et autorités publiques:

Préfecture; Institution de gestion de l'hospitalité; SPRAR (mairie); ASL; Autorités locales (dans le cas d'une prestation sociale); INPS (dans l'hypothèse d'une demande d'invalidité);

- Associations privées:

Associations et organismes qui s'occupent des immigrés et de leur intégration.

- Autres sujets:

Les données pourront être communiquées aux sujets chargés du déroulement des services et activités demandées (légal, médicale) et des activités que l'Association doit réaliser selon la loi

ou qui exécutent des services de la part de l'Association (comptables, informatiques)

Lorsque nécessaire ou souhaitable, les sujets auxquels seront transmises les données pour le déroulement des activités de la part de l'Association seront nommés Responsables du traitement selon l'art. 28 du GDPR.

Transfert de données à l'étranger et diffusion des données

Les données seront transférées en Suisse, à Genève et Lugano.

Les données traitées à l'aide des plateformes, espaces virtuels ou progiciel développés par des fournisseurs opérant à l'échelle internationale (exemple: Google, Microsoft, Dropbox) pourront être gardées dans les locaux de ces derniers, même en pays hors de l'Union Européenne (une liste complète des pays fournissant garanties suffisantes pour la protection des données est disponible sur le site Internet du Garant pour la protection des données personnelles).

Dans ce cas, le transfert de vos données sera effectué dans le respect des lois et des accords internationaux en vigueur, en observant les mesures appropriées (ex. clauses de contrat standard).

Les données ne seront pas divulguées.

Période de conservation de données.

Les données des utilisateurs/bénéficiaires ne sont pas supprimées, car le stockage est nécessaire dans le cas où l'utilisateur/bénéficiaire demande des services à nouveau, il est donc indispensable, dans l'intérêt de la personne à être suivie, que l'Association ait à sa disposition l'histoire personnelle du demandeur. Les principes de proportionnalité et de minimisation des données à caractère personnel seront appliqués dans tous les cas.

Droits de l'intéressé. En tant qu'intéressé, vous sont garantis tous les droits spécifiés à l'article 15-20 GDPR dont le droit à l'accès, la correction et la suppression des données; le droit de limitation et d'opposition au traitement; le droit de retirer le consentement à un traitement (sans préjudice de la licéité du traitement basé sur le consentement acquis avant le retrait), aussi que le droit de réclamation auprès de l'autorité pour la protection des données à caractère personnel, s'il estime que le traitement de vos données personnelles viole les règlements GDPR ou les normes italiennes. Les susdits droits peuvent être exercés par une notification écrite, envoyé par courrier certifié **mct-onlus@pec.it** ou par lettre recommandée avec accusé de réception auprès du siège de l'Association.

L'Association a nommé un **Agent de Protection des données (DPD)** auquel chaque partie peut écrire, en ce qui concerne le traitement des données effectué par l'Association ou à l'égard de ses droits, à l'adresse **dpo@mct-onlus.it**

CONSENTEMENT AU TRAITEMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Le soussigné/la soussignée, _____
lu et compris les informations ci-dessus en vertu de l'art. 13 du GDPR, tant que l'intéressé,

j'autorise / je consent

- au traitement et à la communication de mes données personnelles, y compris « détails » et « judiciaire », à effectuer selon la déclaration et en conformité aux dispositions de GDPR et d.lgs. # 196/03, tel que modifié par le décret législatif 101/18.

Rome, _____ Signature _____